

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

Une série de René Backmann

Les guerres d'Hollande.

- Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 7 octobre 2016

Date de parution : 27 mai 2016

Grands Reporters

Jamais, depuis un quart de siècle, autant de soldats et de moyens militaires français n ont été projetés sur des champs de bataille étrangers. En Afrique, l opération au Mali a peut-être permis d enrayer une déstabilisation globale du Sahel, mais l intervention en Centrafrique risque de se terminer sur un scandale désastreux pour l armée française.

Photo AFP :François Hollande en visite en Centrafrique le 13 mai 2016.

Depuis son entrée à l Élysée, le 15 mai 2012, François Hollande a ordonné quatre interventions militaires à l étranger. En janvier 2013, ce fut l opération « Serval », au Mali, contre la rébellion islamiste qui avait pris le contrôle du nord du pays et menaçait Bamako ; puis en décembre de la même année, l opération « Sangaris », en République centrafricaine, pour rétablir la sécurité dans le pays, en proie à l affrontement des milices rivales, et renforcer la mission militaire de l Union africaine, en mauvaise posture.

[ALLER SUR LE SITE DE MEDIAPART](#)

En août 2014, l opération « Barkhane » prit le relais de « Serval » en s étendant à quatre autres pays Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad , menacés de déstabilisation par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou d autres groupes armés djihadistes. En septembre 2014, l opération aérienne « Chammal » fut lancée en soutien à l armée irakienne engagée contre l organisation État islamique (Daech) qui avait annoncé, deux mois et demi plus tôt, l instauration d un califat sur les territoires qu elle contrôlait en Irak et en Syrie.

Un an plus tard, l opération « Chammal », mobilisant des avions de combat basés en Jordanie, aux Émirats arabes unis et parfois à bord du porteavions Charles-de-Gaulle, était étendue au théâtre d opérations syrien.

Dans le cadre de ces interventions et de l opération « Daman », nom de code de la contribution française à la Force intérimaire des Nations unies au Liban du Sud (FINUL), près de 10 000 soldats français, au moins une vingtaine de Mirage 2000 et Rafale, plusieurs dizaines d appareils de surveillance, de ravitaillement, de transport, d hélicoptères et de drones, un demi-millier de blindés sont engagés hors de nos frontières.

Jamais, depuis la participation de la division française « Daguet » à la deuxième guerre du Golfe en 1990-1991, où 12 500 soldats et 500 blindés avaient été déployés en Arabie saoudite, de tels moyens militaires ont été projetés, sur l ordre du chef de l État, sur des champs de bataille étrangers. Pourquoi François Hollande s est-il lancé dans cette série d aventures militaires ? La sécurité et la protection des intérêts de la France l exigeaient-elles ?

Le président de la République y était-il contraint par des accords signés avec des alliés ? Ces opérations étaient-elles compatibles avec les effectifs et les moyens matériels et financiers des armées ? Fallait-il, ou non les entreprendre ? Et si elles n étaient pas indispensables, pourquoi ont-elles eu lieu ? Les réponses des principaux intéressés militaires et diplomates et les travaux des chercheurs qui se sont penchés sur « l interventionnisme militaire » de François Hollande montrent que, sur ce point aussi, le bilan du président de la République est contestable, voire accablant.

« L opération la moins discutable, sur le plan politique et stratégique est "Serval", estime un officier supérieur familier de l Afrique. D abord parce que Hollande y a été plus ou moins contraint par les conséquences de la stupide intervention en Libye, impulsée en 2011 par Sarkozy avec l aide de Bernard-Henri Lévy. Malgré l aval qu elle a reçu de l ONU, cette expédition internationale était tout sauf indispensable.

Même la fameuse colonne de chars khadafistes qui se dirigeait vers la ville soulevée de Benghazi pour écraser la révolte n'appelait pas une telle opération. Une simple frappe de Rafale contre les blindés aurait suffi pour que Kadhafi comprenne qu'il avait perdu et qu'il n'avait aucun intérêt à continuer. Tout comme il avait très bien compris, en 1986, après les frappes de l'opération américaine "El Dorado Canyon", qu'il devait mettre un terme aux attaques terroristes contre des cibles américaines. »

Les restes de la colonne de chars montant sur Benghazi, quelques jours après son bombardement en mars 2011. Version confirmée par plusieurs officiers de l'aéronavale qui ont participé à l'opération « Harmattan » contre la Libye en 2011, et qui ont confié, plus tard, en privé, à un groupe de visiteurs de l'Institut des hautes études de défense nationale que la colonne de chars avait été repérée et sa dangerosité évaluée depuis longtemps.

Ce qui, ajouté à la topographie du terrain, très favorable, en faisait une cible parfaite pour des chasseurs-bombardiers bien avant d'être à portée de canons de Benghazi. Une frappe, en d'autres termes, aurait pu épargner une intervention militaire internationale, même si elle n'offrait pas davantage de garanties pour la suite, la structure de la société libyenne et de l'articulation complexe des pouvoirs ayant été, depuis le départ, largement négligée par les décideurs. Suscitant le dépit des diplomates et des conseillers de la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient (ANMO) du Quai d'Orsay qui avaient avancé en vain leurs réserves face à un tel projet.

« Le problème de cette guerre libyenne, à laquelle la hiérarchie militaire a eu le tort, par faiblesse, de ne pas s'opposer en exposant clairement les risques de dislocation explosive du pays qu'elle impliquait, poursuit l'officier supérieur anonyme, c'est qu'elle a produit une situation bien pire que celle qui prévalait avant les combats. Ce qui est, comme on l'apprend dans les académies militaires occidentales, exactement le contraire de l'objectif recherché lorsqu'on se lance délibérément dans une guerre. Au lieu d'apporter liberté et démocratie aux Libyens, elle a transformé le pays en un apparent chaos où une multitude de milices et de groupes armés se disputent, aujourd'hui encore, pouvoirs et richesses, tandis que le territoire, écartelé, sert de base avancée au terrorisme de Daech.

Le tout alors que le formidable arsenal accumulé et dispersé dans le pays par Kadhafi au temps de sa richesse et de ses rêves de puissance est devenu un véritable supermarché pour les groupes armés de la région, à commencer par ceux de la zone sahélienne. D'où la conquête du nord du Mali par les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), et leurs alliés, et le risque, réel, de voir Bamako tomber entre leurs mains. »

D'où aussi le développement d'un trafic d'armes et de combattants, à ce jour difficile à maîtriser, entre le nord de l'Afrique et le Moyen-Orient. Et l'attrait de la Libye, terre sans État ou presque, pour un groupe comme Daech dont l'implantation à Syrte risque fort de provoquer demain une nouvelle intervention internationale.

« Ce que dessine cette nouvelle politique, c'est une recolonisation bienveillante » « Face à ce désordre où nous sommes plongés le coup de sang de Sarkozy et qui nous vaut d'être engagés au Sahel, pour au moins trente ans, François Hollande n'a pas eu une démarche de stratégie, mais une simple réaction tactique, analyse le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre, aujourd'hui conseiller de Panhard Général Défense et professeur associé à Sciences Po.

Hélas, un ensemble de réactions tactiques ne constitue pas une stratégie. Et cette succession de réactions au coup par coup auxquelles nous avons assisté, du Mali à la Syrie, aboutit à surexposer la France en l'engageant partout sans en avoir les moyens. Par chance, en ordonnant le lancement de l'opération "Serval", Hollande a demandé à l'armée française de faire un travail dans lequel elle excelle et dont elle a les moyens : concentrer des forces aguerries, bien préparées,

bien équipées et fortes d'un puissant soutien aérien, dans un espace limité, pendant un temps limité. C'est ce qui

explique le succès de "Serval". Le problème, c'est que le chef de l'État, ébloui par ce succès, a totalement oublié ce qui doit être la tâche majeure d'un dirigeant : équilibrer l'équation objectifs/moyens. D'où le chapelet de décisions peu sages qui ont suivi, et qui se poursuivent, notamment au Moyen-Orient. »

Comparée à « Serval », à ses objectifs et à ses moyens, l'opération « Sangaris », déclenchée onze mois plus tard en Centrafrique, paraissait moins périlleuse. Elle était en fait beaucoup plus difficile. Car il ne s'agissait plus de détruire un adversaire solidement armé, rompu à la guerre en zone sahélienne et clairement identifié, mais de s'interposer entre des factions rivales qui avaient transformé le pays et en particulier la capitale en un sanglant chaos.

Aux anciens rebelles musulmans Séléka, qui s'étaient emparés du pouvoir en mars à Bangui, s'opposaient les milices anti-balaka, issues de la communauté chrétienne, improvisées pour se défendre contre l'arbitraire et la violence des nouveaux maîtres du pays et devenues avec le temps de véritables escadrons de la mort anti-musulmans.

Convaincus de pouvoir désarmer en quelques mois les rebelles sans problème majeur, les responsables de « Sangaris » se sont retrouvés en fait très rapidement face à une situation « pré-génocidaire », selon la formule d'un humanitaire atterré. En désarmant en priorité les ex-rebelles de la Séléka, ils ont donné l'illusion aux anti-balaka, et aux foules qui les suivaient, qu'ils étaient engagés aux côtés de chrétiens et que les pogroms contre les quartiers musulmans étaient permis. Un autre Rwanda était en marche.

« En fait, confie un observateur de l'ONU, basé à l'époque à Bangui, les Français, qui connaissent pourtant bien ce pays au cœur de la Françafrique, avaient sous-estimé, au début de l'opération, la menace que représentaient les anti-balaka et le poids de la haine entre les chrétiens et la minorité musulmane

Le désir de vengeance contre les dix mois de cauchemar que les Séléka avaient infligé au pays s'ajoutait aux vieux ressentiments de la communauté chrétienne contre les commerçants ou les éleveurs musulmans, traditionnellement accusés de s'enrichir et d'occuper des terres aux dépens des autres communautés. »

Il fallut l'aide des 6 000 soldats africains de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), dépêchés par l'Union africaine, puis des 12 500 casques bleus de la MINUSCA, déployés par l'ONU à partir de février 2014, pour parvenir à une relative stabilisation du pays, permettant d'élire en février dernier un nouveau président, Faustin-Archange Touadéra, et il y a quelques jours, un nouveau président de l'Assemblée nationale, Abdoul Karim Meckassoua, issu de la communauté musulmane.

Dans le même temps, les effectifs de « Sangaris », qui avaient atteint 2 000 hommes en février 2014, étaient ramenés à 900, transformés en une Force de réaction rapide de la MINUSCA. Sauf dégradation imprévue de la situation, « Sangaris » devrait prendre fin cette année. Ne resteront plus alors en Centrafrique que 300 soldats français chargés de la formation de l'armée locale. « La France est la plus mal placée pour agir seule en Centrafrique.

On ne construit pas un État à coups de poings. Ce que dessine cette nouvelle politique, c'est une recolonisation bienveillante », avait prévenu Dominique de Villepin au début de l'intervention, en décembre 2013. La redoutable erreur de jugement des responsables de « Sangaris » sur la capacité de nuisance des antibalaka et sur la violence de la haine à l'encontre de la minorité musulmane, qui ont conduit le pays au bord du carnage, confirme cette opinion. La bienveillance en moins.

Car il y a pire dans le bilan de cette opération, qui portait le nom d'un papillon local, que la mauvaise connaissance du terrain démontrée par l'état-major et les consignes désastreuses données au début de l'opération, puis rectifiées

au fil du temps. Selon les témoignages réunis par les Nations unies et plusieurs ONG, plusieurs dizaines de viols d'enfants et d'autres abus sexuels auraient été commis entre 2013 et 2015 par des militaires français et des casques bleus burundais et gabonais de la MINUSCA.

Après la transmission aux autorités françaises d'un rapport interne de l'ONU, communiqué par un diplomate suédois du Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, en juillet 2014, Paris avait ouvert une enquête, restée secrète jusqu'à sa révélation par le Guardian, en avril 2015.

On sait aujourd'hui qu'en réalité, trois enquêtes ont été ouvertes par la justice française et que 5 soldats ont été entendus en décembre dernier à Paris, sans être mis en examen. La dernière procédure judiciaire ouverte par le parquet de Paris et confiée à la gendarmerie préventive date de quelques semaines. Elle faisait suite aux témoignages réunis par l'ONU et communiqués à Paris de 108 victimes présumées.

Même si des doutes peuvent subsister sur la fiabilité de certains récits, l'affaire a été jugée si encombrante par l'Élysée que François Hollande, en visite début avril à Washington pour un sommet sur la sûreté nucléaire, a fait l'impasse sur la « photo de famille » des chefs d'État invités à la cérémonie qu'il rate rarement pour improviser une déclaration aux journalistes français.

« On ne peut pas et je ne peux pas accepter qu'il y ait la moindre tache sur la réputation de nos armées, c'est-à-dire de la France », a-t-il affirmé avant d'appeler à des « sanctions exemplaires » si les accusations « d'abus sexuels innommables proférées à l'encontre de soldats français et de casques bleus étaient confirmées. » « La plus grande exigence de vérité et la plus grande affirmation du refus de toute impunité, a insisté le chef de l'État, doivent être exprimées aujourd'hui. »

L'exigence proclamée par François Hollande ira-t-elle jusqu'à permettre que les suspects soient traduits en cour martiale in situ, c'est-à-dire dans le pays où les faits ont été commis, comme le propose Hervé Ladsous, chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU ? Rien ne l'indique pour le moment.

Et pour peu que la justice traîne, ce visage honteux de l'intervention française en Centrafrique risque d'être éclipsé par le dossier syrien, où les morts se comptent par centaines de milliers et les réfugiés par millions. Même si la France ne tient dans cette bataille, qu'elle le veuille ou non, qu'un rôle mineur.

[ALLER SUR LE SITE DE MEDIAPART](#)

Post-scriptum : Directeur de la publication : Edwy Plenel www.mediapart.fr 5 5/5 Directeur de la publication : Edwy Plenel Directeur éditorial : François Bonnet Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS). Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 28 501,20€. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071. Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart. Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris Courriel : contact@mediapart.fr Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08 Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90 Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris. Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.